



Myanmar / Birmanie :

Bolloré, Accor et Total sans peur et sans reproches

Au Myanmar / Birmanie, depuis le coup d'Etat du 1^{er} février perpétré par une junte militaire, le peuple birman est victime d'une sanglante répression qui a déjà fait plus de 750 morts, dont cinquante enfants, plus de trois mille arrestations, des centaines de disparus et 20 000 déplacés.

Les journalistes birmans paient un lourd tribut face aux militaires qui tentent de bloquer l'information pour cacher leurs crimes. Au moins quarante de nos confrères ont été arrêtés tandis que plusieurs autres ont été blessés par les fusillades et les bastonnades des militaires. La junte envoie ses sbires dans les organes de presse pour intimider les journalistes et ordonne l'arrestation de civils qui osent parler aux médias pour témoigner des exactions quotidiennes.

La Fédération internationale des journalistes (FIJ) a appelé les militaires birmans à libérer les journalistes emprisonnés et à cesser de violer la liberté de la presse.

Cette situation dramatique ne semble guère émouvoir le groupe français Vivendi et son actionnaire majoritaire, Vincent Bolloré, qui a implanté Canal+ dans ce pays via une holding enregistrée à Singapour. Cette présence est d'autant plus scandaleuse que le bouquet satellite diffuse la chaîne de la télévision d'Etat Myanmar Radio and Television (MRTV).

C'est sur cette antenne que depuis des semaines, les visages des activistes, élus, citoyens, et même artistes sont placardés avec leur avis d'arrestation selon l'article 505 (a) du code pénal. C'est aussi sur cette antenne que vendredi 9 avril, l'annonce a été faite de la condamnation à mort de 23 manifestants au terme d'une des journées les plus sanglantes, avec 82 tués dans la ville de Bago (centre de la Birmanie)...

Mais pas d'état d'âme pour Vincent Bolloré à sa présence en Birmanie. Faut-il rappeler qu'en France il se comporte en patron de droit divin, licenciant les opposants à ses méthodes et qu'en Afrique il est soupçonné d'affaires délictueuses ?

Alors que de nombreux groupes internationaux stoppent leurs activités en Birmanie, d'autres firmes françaises sont toujours présentes, comme le groupe Accor, qui possède neuf hôtels et prévoit d'autres constructions de sites hôteliers. Accor, en partenariat avec un groupe proche du pouvoir birman, avait participé à la construction d'une barrière frontalière pour empêcher les Rohingyas de

fuir le pays, en 2017, lors des massacres qui ont visé cette population.

Le pétrolier Total également, déjà impliqué dans les années 1990 dans une affaire de travail forcé sur le site de la construction de son gazoduc « Yadana » en Birmanie, repousse toute idée de cesser ses opérations. Total est l'un des principaux soutiens financiers de l'armée birmane, avec une manne annuelle de 250 millions de dollars de revenus.

Réuni le 13 avril 2021, le Comité national du SNJ-CGT apporte sa solidarité à nos confrères birmans et aux populations qui résistent à la junte. Il appelle la diplomatie française à faire cesser cette présence de grands groupes français, dans les circonstances dramatiques que connaît le peuple birman.

Montreuil, le 13 avril 2021